

Mémoire déposé dans le cadre des audiences du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement dans le cadre du Projet de raccordement du complexe de valorisation des biogaz et de biométhanisation de WM de Sainte-Sophie au réseau de Gazoduc TQM à Mirabel

Janvier 2024



FCQGED

Front commun québécois pour une
gestion écologique des déchets

TABLE DES MATIÈRES

QU'EST-CE QUE LE FCQGED ?	3
1 INTRODUCTION	4
1.1 Mise en contexte	4
1.2 Les composantes qui doivent être considérées dans l'analyse du projet.....	4
2 IMPACTS AU NIVEAU DES ÉMISSIONS DE GES.....	5
2.1 Alimentation de l'usine de GNR en gaz naturel	5
2.2 Destination du GNR.....	6
3 INCITATIFS AU DÉTOURNEMENT DE LA MATIÈRE ORGANIQUE DE L'ENFOUISSEMENT	8
4 ÉVALUATION DE L'EFFICACITÉ DU PROJET POUR LA VALORISATION DES BIOGAZ.....	10
4.1 Éléments d'évaluation du projet de gazoduc.....	11
4.2 Éléments d'évaluation du statu quo	13
4.3 Comparaison.....	15
5 PRÉSERVATION DES MILIEUX NATURELS	17
6 CONCLUSION.....	18
SOMMAIRE DES RECOMMANDATIONS.....	21

LISTE DES ACRONYMES, DES SYMBOLES ET DES SIGLES

BAPE	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
CMM	Communauté métropolitaine de Montréal
FCQGED	Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets
GES	Gaz à effet de serre
GNR	Gaz naturel renouvelable
LET	Lieu d'enfouissement technique
MELCCFP	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
PQGMR	Politique québécoise de gestion des matières résiduelles
REIMR	Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles
SVMO	Stratégie de valorisation de la matière organique
WM	Waste Management

QU'EST-CE QUE LE FCQGED ?

Créé en 1991, le Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets (FCQGED) est un organisme sans but lucratif dont fait partie près d'une quarantaine de groupes et de coalitions issus de l'ensemble des régions du Québec. Ses membres participent activement à la mise sur pied d'alternatives aux méthodes traditionnelles de traitement des matières résiduelles (incinération et enfouissement pêle-mêle).

En informant, sensibilisant et en éduquant la population et les élus à l'importance d'implanter une gestion écologique des déchets au Québec, le Front commun travaille au développement de politiques qui favorisent la mise en place de programmes de réduction, de réutilisation et de recyclage-compostage des déchets, et ce, tant au niveau local qu'à l'échelle nationale. Notamment, sous l'égide de Zéro déchet Québec, Le FCQGED organise la Semaine québécoise de réduction des déchets qui en était à sa 23^e édition cette année.

De plus, le Front commun travaille activement en vue d'encourager les citoyens à s'impliquer dans les processus démocratiques d'où peuvent découler des décisions ayant des impacts sur leur environnement. Par ses actions, il contribue à faire en sorte que ces citoyens saisissent la portée environnementale de leurs gestes lorsqu'ils disposent de leurs matières résiduelles.

Le Front commun peut s'impliquer dans tout dossier ayant une portée ou une incidence nationale et dans lequel son expertise peut être mise à contribution. Au-delà des interventions locales et nationales, le Front commun fait la promotion de quatre grands principes qui sont la pierre angulaire d'une gestion écologique et démocratique des déchets. Ces principes sont :

- a) La régionalisation;
- b) La démocratisation;
- c) La hiérarchie des 3R;
- d) La responsabilisation.

Ces principes, adoptés par l'organisme il y a plus de trente ans, ont grandement inspiré le gouvernement du Québec dans l'élaboration de sa *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles* (PQGMR).

Par ses multiples interventions, le Front commun continue à œuvrer à les faire mettre en application.

1 INTRODUCTION

1.1 MISE EN CONTEXTE

Le projet de gazoduc permettant de lier les installations de Waste Management (WM) au réseau de distribution d'Énergir nous semble important à plusieurs égards. En effet, la construction et l'opération du gazoduc, auront des impacts au niveau de la gestion des matières résiduelles actuelle et future. Plus précisément, selon nous, le projet mène naturellement à s'interroger sur la meilleure façon de gérer les matières organiques qui sont actuellement enfouies et à envisager les manières d'éviter que davantage de matières organiques ne se retrouvent à l'enfouissement. Également, il nous apparaît que ce projet ne contribuera que très peu, sinon aucunement, à favoriser la consommation de gaz naturel renouvelable (GNR) au Québec.

En dépit de l'importance que nous octroyons à ce projet, il nous est difficile, pour certains enjeux, d'émettre des recommandations précises à partir de l'information à laquelle nous avons actuellement accès. Compte tenu de cette situation, nous avons tenté de présenter notre analyse en mettant de l'avant les éléments qui devraient, selon nous, influencer les travaux de la Commission et en déclinant certaines de nos recommandations selon la nature que cette information pourrait prendre.

1.2 LES COMPOSANTES QUI DOIVENT ÊTRE CONSIDÉRÉES DANS L'ANALYSE DU PROJET

Il a été question, lors de la première partie des présentes audiences publiques, du caractère périphérique de certaines préoccupations à l'égard du projet. Afin d'éviter que certaines parties de notre analyse ne soient désignées sous ce même qualificatif, nous croyons bon de brièvement exposer la logique retenue pour l'inclusion des éléments que nous considérons dans le présent mémoire.

Selon notre compréhension, les travaux de la Commission portent sur l'évaluation du projet

de gazoduc en s'intéressant uniquement aux caractéristiques de cette installation en tant que telle. À notre avis, la nature et la conception du produit transporté par le gazoduc font partie intégrante de ces caractéristiques, car le projet ne pourra servir qu'à transporter le GNR issu des installations de WM. Dans cette optique, la justification du projet et ses alternatives doivent être considérées notamment en regard des autres options qui s'offrent pour la valorisation des biogaz du LET de Sainte-Sophie. Cette portée d'analyse semble d'ailleurs être celle qui a été retenue dans l'étude d'impact, tant au niveau de la justification du projet que de la prise en compte des solutions de rechange¹.

2 IMPACTS AU NIVEAU DES ÉMISSIONS DE GES

Tout d'abord, nous sommes préoccupés par la contribution du projet aux émissions de GES du Québec. D'un côté, nous craignons que les émissions de GES en lien avec le projet aient été sous-estimées. De l'autre, il nous semble possible que la *réduction* des émissions de GES qui pourraient émaner de certaines composantes du projet ait été surestimée.

2.1 ALIMENTATION DE L'USINE DE GNR EN GAZ NATUREL

En commençant avec le premier de ces deux éléments, il nous semble nécessaire de considérer les émissions de GES en lien avec la génération du GNR qui sera acheminé par le gazoduc envisagé dans le cadre du projet. Selon un document déposé par Énergir à la Régie de l'énergie, l'usine de production de GNR de WM devra être alimentée en gaz naturel afin d'être maintenue en opération. Afin de répondre à ce besoin, il est anticipé que la conduite actuelle reliant le LET de Sainte-Sophie à la l'usine de papiers de Rolland (où le biogaz du LET est actuellement valorisé) ne servira plus à l'alimentation de cette même usine et qu'elle pourra donc être réhabilitée afin d'être raccordée au réseau de distribution de gaz naturel existant

¹ Étude d'impact sur l'environnement : volume principal. 2022. p.1-2 et 1-4. Repéré à <https://voute.bape.gouv.qc.ca/dl/?id=00000539210>

d'Énergir.² Nous n'avons pas connaissance de la quantité précise de gaz naturel qui sera consommé par WM afin d'assurer le fonctionnement de son usine de GNR. Néanmoins, nous croyons que cette dimension des processus permettant d'alimenter le gazoduc prévu dans le cadre du projet en GNR doit être considérée. Si WM alimente son usine de production de GNR en gaz naturel fossile, les bénéfices de la valorisation du biogaz sont tempérés par des émissions de GES supplémentaires. Si WM alimente plutôt l'usine en GNR, cette alimentation devrait être soustraite au GNR produit puisque la consommation du GNR dans ce scénario sert à sa production. Selon le Front commun, l'omission de cet élément de l'analyse des impacts du projet conduirait à sous-estimer les émissions de GES qui lui sont associées. De manière plus générale, un projet qui contribue aux émissions de GES du Québec ne devrait pas être accepté.

► **Recommandation 1**

L'analyse du projet devrait tenir compte des émissions de GES associées à la production du GNR et, plus particulièrement de l'alimentation de l'usine de production de GNR en gaz naturel.

2.2 DESTINATION DU GNR

Pour ce qui est de la surestimation de la contribution du projet à l'effort de réduction des émissions de GES, nous nous appuyons sur deux documents principaux. Premièrement, le commentaire QC-1, disponible dans la documentation du dossier, indique que « l'initiateur doit démontrer que le gaz naturel renouvelable (GNR) qui sera injecté dans le réseau par le projet

² Projet D'investissement visant le raccordement d'un nouveau site d'injection de GSR et la réhabilitation d'une conduite à Sainte-Sophie. 2023. p.30. Repéré à https://www.regie-energie.qc.ca/fr/participants/dossiers/R-4244-2023/doc/R-4244-2023-B-0005-Dem-Piece-2023_12_01.pdf

sera livré et consommé au Québec et permettra de réduire les émissions de GES du Québec »³. Cet apport en GNR laisse entendre que la consommation de celui-ci au Québec en vue d'entraîner des réductions d'émissions de GES dans la province est une considération importante des experts ayant fait l'examen de l'étude d'impact. Le FCQGED partage cette préoccupation.

En réponse à ce commentaire, Énergir indiquait que l'entreprise « [...] est en mesure d'offrir à l'ensemble de ses clients sur le territoire québécois de s'approvisionner en GNR et ainsi réduire leur empreinte carbone »⁴. Toutefois, une analyse d'impact réglementaire produite par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles en 2022 relève une problématique qu'il nous semble important de considérer à ce niveau. Dans son analyse, le ministère indique que près de 90% du GNR produit au Québec est actuellement exporté vers d'autres juridictions, car les exigences environnementales qu'on y retrouve y rendent la vente de GNR plus rentable.⁵ Nous présumons que cette proportion est approximativement applicable à Énergir puisque cette entreprise représente environ 97% de la distribution de gaz naturel au Québec.⁶ Il est important de mentionner que, selon le document, le gouvernement du Québec est actuellement en quête de solutions permettant d'augmenter l'attractivité de la consommation de GNR au Québec, ce qui pourrait faire évoluer la proportion du GNR qui est consommé dans la province. Nous croyons tout de même qu'il est nécessaire de tenir compte de cet élément dans l'évaluation des

³ *Addenda 1 : Réponses aux questions et commentaires du 3 mars 2023*. Avril 2023. p.3-1. Repéré à <https://voute.bape.gouv.qc.ca/dl/?id=00000539343>

⁴ Ibid.

⁵ Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles. *Analyse d'impact réglementaire : Projet de règlement modifiant le Règlement concernant la quantité de gaz naturel renouvelable devant être livrée par un distributeur*. Mai 2022. p.5. Repéré à https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/gouvernement/MCE/dossiers-soumis-conseil-ministres/2022-0164_air.pdf

⁶ Énergir. *Distribution de gaz naturel*. Repéré à <https://energir.com/fr/a-propos/nos-energies/gaz-naturel/gaz-naturel/>

réductions des émissions de GES qui seront réalisées au Québec dans le contexte du projet.

En considérant cet état des lieux, il nous apparaît nécessaire de modérer la proposition selon laquelle tous les clients québécois d'Énergir peuvent s'approvisionner en GNR. Bien que nous ne doutions pas de la véracité de cette information, il semble important de considérer dans quelle mesure cette capacité d'achat se traduira en une consommation québécoise qui permettrait de parler d'une contribution substantielle à l'effort de réduction des émissions de GES. Compte tenu de ces éléments, le Front commun juge que :

► **Recommandation 2**

Seul le GNR consommé au Québec devrait être considéré dans la contribution du projet aux réductions d'émissions de GES. De plus, l'analyse du projet devrait tenir compte du fait que la vaste majorité du GNR actuellement produit au Québec est consommée hors Québec.

3 INCITATIFS AU DÉTOURNEMENT DE LA MATIÈRE ORGANIQUE DE L'ENFOUISSEMENT

Selon le FCQGED, le détournement de la matière organique de l'élimination est une des priorités afin d'assurer une gestion écologique des matières résiduelles au Québec. L'importance de cet objectif est consacrée au niveau gouvernemental par la Stratégie de valorisation de la matière organique (SVMO).⁷ Sur une note à part, il nous paraît d'ailleurs important que la valorisation des biogaz de matières organiques enfouies ne représente pas une forme de valorisation de la matière organique puisque la matière enfouie est éliminée. En d'autres mots, la valorisation des biogaz est une mesure d'atténuation d'une situation non

⁷ MELCCFP. 2020. *Stratégie de valorisation de la matière organique*. Repéré à <https://www.environnement.gouv.qc.ca/matieres/organique/strategie-valorisation-matiere-organique.pdf>

désirable et non pas une pratique qui devrait être encouragée en tant que telle.

En tenant compte de ces éléments, nous saluons la volonté de WM d'œuvrer à la valorisation de matières organiques en mettant en place un complexe de biométhanisation dont le digestat pourra être valorisé à des fins agricoles.⁸ En dépit de cette mesure, nous sommes troublés par les incitatifs structurant le projet dans son ensemble au niveau de la valorisation de la matière organique, surtout lorsque ceux-ci sont comparés au statu quo.

Au cours de la première partie des audiences, WM a indiqué qu'environ 40% du biogaz actuellement généré par les activités d'enfouissement au LET de Sainte-Sophie était valorisé en alimentant l'usine de papiers de Rolland. Le représentant de WM a également mentionné que le pourcentage du biogaz du site ainsi valorisé déclinait au fil du temps.⁹ Il nous semble que cette situation, combinée à l'obligation de WM de valoriser l'ensemble de son biogaz telle qu'elle est détaillée dans le décret 1227-2020¹⁰ (qui autorise le plus récent projet d'agrandissement du LET de Sainte-Sophie), représente un incitatif pour l'entreprise à innover dans le détournement des matières résiduelles de l'enfouissement. Sans vouloir suggérer que cette option est nécessairement adaptée à la situation de WM, des avenues de stabilisation des matières résiduelles avant leur élimination, comme le tri mécanobiologique, pourraient être explorées afin de réduire la quantité de biogaz généré par les activités d'enfouissement. De telles pratiques pourraient contribuer à concilier les conditions du décret et la capacité de valorisation limitée de Rolland. Au-delà de la solution spécifique retenue, ce qu'il convient pour

⁸ G. Lacombe. 5 décembre 2023. Verbatim des audiences publiques du BAPE sur le projet de raccordement du complexe de valorisation des biogaz et de biométhanisation de WM de Sainte-Sophie au réseau de gazoduc TQM à Mirabel. p.80. Repéré à <https://voute.bape.gouv.qc.ca/dl/?id=00000585066>

⁹ G. Lacombe. 5 décembre 2023. Verbatim des audiences publiques du BAPE sur le projet de raccordement du complexe de valorisation des biogaz et de biométhanisation de WM de Sainte-Sophie au réseau de gazoduc TQM à Mirabel. p.30. Repéré à <https://voute.bape.gouv.qc.ca/dl/?id=00000585066>

¹⁰ Gouvernement du Québec. 18 novembre 2020. Décret 1227-2020. Repéré à <https://www.environnement.gouv.qc.ca/evaluations/decret/2020/1227-2020.pdf>

nous de souligner est que la situation actuelle exerce une pression sur l'exploitant du site de Sainte-Sophie afin qu'il contribue à l'atteinte des objectifs de la SVMO.

À l'inverse, le projet de gazoduc nous paraît modifier les incitatifs actuellement en place afin de favoriser la maximisation des émissions de biogaz. En effet, comme le gazoduc pourra traiter un volume de gaz supérieur à la conduite reliant le LET de Sainte-Sophie à l'usine de papiers de Rolland et que le taux de valorisation du biogaz associé au projet d'usine de GNR semble constant, peu importe le volume de biogaz produit, l'intérêt économique de WM semble être de vendre le plus de GNR possible à Énergir. Nous ne cherchons pas ici à suggérer que WM enfouirait volontairement des matières organiques en vue de maximiser ses profits. Néanmoins, nous croyons que le projet n'offre pas d'incitatif à ce que l'entreprise assure que les matières qu'elle enfouit soient le plus exemptes possibles de matières organiques. Dans ce contexte, nous jugeons que le projet est susceptible de nuire à l'atteinte des objectifs de la SVMO. Ainsi nous recommandons :

► **Recommandation 3**

Le projet devrait être conçu de manière à inciter le gestionnaire du LET de Sainte-Sophie à innover dans le détournement des matières organiques de l'enfouissement. Si aucune variante du projet ne permet de générer une telle structure d'incitatifs, une alternative agissant en ce sens devrait être favorisée.

4 ÉVALUATION DE L'EFFICACITÉ DU PROJET POUR LA VALORISATION DES BIOGAZ

Il semble facile de comprendre les motivations de l'initiateur et du fournisseur à mettre en place le projet ou, du moins, il est possible de percevoir quel intérêt ils ont à le faire. D'une part, Énergir a pris pour engagement d'alimenter 5% de son réseau en GNR d'ici 2025. Comme le mentionne l'initiateur dans l'étude d'impact, le projet contribuera significativement à l'atteinte

de cette cible.¹¹ D'autre part, le projet assure à WM de remplir son obligation de valoriser l'ensemble du biogaz émis par le LET de Sainte-Sophie, telle qu'elle est indiquée au décret 1227-2020, ce dernier permettant la plus récente phase d'exploitation du site.

Néanmoins, en dépit de ses avantages apparents pour deux parties prenantes clés, nous ne sommes pas entièrement convaincus de la pertinence du projet. En fait, nous avons plusieurs hésitations en ce qui concerne les alternatives au projet et, plus particulièrement, sur l'alimentation en biogaz de l'usine de papiers de Rolland. Dans ce contexte, nous jugeons que les alternatives au projet doivent considérer les débouchés potentiels du biogaz généré par les activités de WM.

Pour ce faire, nous proposons de comparer sommairement le projet et le statu quo au niveau de la valorisation du biogaz en s'appuyant sur les données auxquelles nous avons actuellement accès. Comme nous nous appuyons sur certaines valeurs approximatives, cette comparaison nous apparaît surtout utile sur la base des principes qu'elle mobilise. Ainsi, sans présenter une conclusion définitive, nous croyons que cet exercice pourrait se montrer utile s'il était répliqué par la Commission en utilisant des données et des projections exactes.

4.1 ÉLÉMENTS D'ÉVALUATION DU PROJET DE GAZODUC

En commençant avec le projet de gazoduc tel qu'il est actuellement proposé, il semble que son principal avantage soit de permettre de traiter l'ensemble du biogaz généré par le LET de Sainte-Sophie. Ce faisant, il répond à la première préoccupation apparente de WM dans ce dossier, soit de pouvoir se conformer aux exigences imposées par le MELCCFP dans le cadre du décret 1227-2020. À notre avis, deux éléments supplémentaires méritent toutefois d'être pris

¹¹ Étude d'impact sur l'environnement : volume principal. 2022. p.1-2. Repéré à <https://voute.bape.gouv.qc.ca/dl/?id=00000539210>

en compte afin de développer une vue d'ensemble de l'efficacité du projet à valoriser le biogaz.

En premier lieu, malgré les informations fournies dans le contexte des audiences, les paramètres utilisés pour établir les projections de biogaz valorisé n'étaient pas tout à fait clairs pour nous. Nous croyons que ces projections devraient s'appuyer sur l'atteinte des cibles gouvernementales de détournement des matières organiques de l'enfouissement telles qu'elles sont définies dans la SVMO, soit 70% de valorisation de la matière organique d'ici 2030.¹² Lors de la séance du 6 décembre, WM a indiqué que des modélisations ont été réalisées pour différents taux de valorisation des matières organiques.¹³ Nous ne sommes toutefois pas certains d'avoir saisi si les résultats de cette modélisation sont ceux qui ont été retenus pour établir les projections d'émissions de biogaz dans le contexte du projet. De plus, il nous apparaît nécessaire de démontrer dans quelle mesure cette méthodologie est celle qui permet le mieux d'estimer un scénario tenant compte de l'atteinte des cibles de la SVMO. Pour résumer, aux yeux du Front commun, l'estimation des quantités de biogaz générées devrait se faire en assumant l'atteinte des cibles de la SVMO (ou en utilisant un barème d'atteinte jugé réaliste selon le MELCCFP) et en utilisant une méthodologie qui permet de projeter l'atteinte de ces cibles.

En second lieu, l'évaluation de l'efficacité du projet en termes de valorisation des biogaz du LET de Sainte-Sophie doit tenir compte du processus de purification du biogaz. Comme indiqué dans le document DB1.¹⁴, dans les projections de génération de GNR de WM, on anticipe que moins de la moitié (environ 48,6%) du volume de biogaz capté pourra être injecté comme GNR

¹² MELCCFP. 2020. *Op. cit.*, p.5.

¹³ M. Dussault. 6 décembre 2023. Verbatim des audiences publiques du BAPE sur le projet de raccordement du complexe de valorisation des biogaz et de biométhanisation de WM de Sainte-Sophie au réseau de gazoduc TQM à Mirabel. p.64-65. Repéré à <https://voute.bape.gouv.qc.ca/dl/?id=00000585072>

¹⁴ Lettre de transmission d'un document. 6 décembre 2023. Repéré à <https://voute.bape.gouv.qc.ca/dl/?id=00000584491>

dans le réseau d'Énergir par le biais du gazoduc. Les autres gaz captés au LET seront brûlés à la torchère de l'usine de production de GNR de WM.¹⁵ Dans ce contexte, nous ne sommes pas en mesure de percevoir comment le projet peut être considéré comme valorisant la totalité des biogaz générés par le LET, comme l'indique WM.¹⁶ En effet, bien que la définition de la valorisation établie dans la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE) soit marquée par un flou conceptuel¹⁷, elle exclut clairement l'élimination. Or, il nous semble difficile de désigner autrement le brûlage à la torchère d'une partie importante du biogaz qu'on entend valoriser via l'usine de production de GNR. Ainsi, à notre avis, une évaluation appropriée du projet doit être faite sur la base des taux de biogaz qui sont effectivement valorisés et de ceux qui sont brûlés durant le processus de production du GNR.

4.2 ÉLÉMENTS D'ÉVALUATION DU STATU QUO

En analysant les alternatives au projet, il nous semble nécessaire de considérer le statu quo. Selon les informations dont nous disposons, ce dernier correspond à la valorisation d'un peu moins de 40% du biogaz par l'alimentation de l'usine de papiers de Rolland et à l'élimination du reste du biogaz par brûlage à la torchère. Deux caractéristiques de cette situation ne nous ont pas semblé avoir été suffisamment mises de l'avant.

Premièrement, l'alimentation de l'usine de papiers de Rolland représente un circuit énergétique court, au sein duquel le producteur d'énergie est physiquement proche du

¹⁵ G. Lacombe. 5 décembre 2023. Verbatim des audiences publiques du BAPE sur le projet de raccordement du complexe de valorisation des biogaz et de biométhanisation de WM de Sainte-Sophie au réseau de gazoduc TQM à Mirabel. p.88-89. Repéré à <https://voute.bape.gouv.qc.ca/dl/?id=00000585066>

¹⁶ G. Lacombe. 5 décembre 2023. Verbatim des audiences publiques du BAPE sur le projet de raccordement du complexe de valorisation des biogaz et de biométhanisation de WM de Sainte-Sophie au réseau de gazoduc TQM à Mirabel. p.30. Repéré à <https://voute.bape.gouv.qc.ca/dl/?id=00000585066>

¹⁷ BAPE. Janvier 2022. L'état des lieux et la gestion des résidus ultimes. p.42. Repéré à <https://voute.bape.gouv.qc.ca/dl/?id=00000273113>

consommateur. De tels circuits sont à favoriser selon Réseau Environnement, le plus important regroupement de spécialistes en environnement au Québec.¹⁸ Selon la littérature scientifique, les circuits énergétiques locaux seraient également moins vulnérables aux interruptions de services et aux aléas climatiques.¹⁹ De plus, les circuits énergétiques locaux tendent à être plus résilients face à l'évolution des prix du marché de l'énergie²⁰, ce qui nous semble positif du point de vue de la prospérité économique locale.

Deuxièmement, il nous semble important de déterminer, comme dans le cas du projet, dans quelle mesure le biogaz est valorisé dans le contexte de l'alimentation de l'usine de papiers Rolland. La documentation proposée sur le site de l'entreprise Rolland semble présenter certaines étapes semblables à celles indiquées pour le projet en vue de permettre l'utilisation du biogaz comme source d'énergie.²¹ On y explique notamment que le biogaz doit faire l'objet d'un processus de purification et que c'est principalement le méthane qui semble être utilisé comme source d'énergie. Néanmoins, comme la brochure disponible sur le site de l'entreprise reste générale, il nous paraît important de fonder l'analyse de cette alternative au projet sur les caractéristiques spécifiques du procédé de valorisation utilisé. En fait, nous jugeons qu'il faudrait déterminer quelle proportion du biogaz sert réellement à des fins énergétiques et comparer ce pourcentage au 48,6% qui semble caractériser le projet.

¹⁸ Réseau Environnement. Juillet 2023. Mémoire : Consultation sur l'encadrement et le développement des énergies propres au Québec. p.8. Repéré à <https://reseau-environnement.com/wp-content/uploads/2023/08/Memoire-Reseau-Environnement-Consultation-Energie-Juillet-2023-VF.pdf>

¹⁹ Soto et al. 2021. Peer-to-peer energy trading: A review of the literature. Applied Energy (283). Repéré à <https://doi.org/10.1016/j.apenergy.2020.116268>

²⁰ Sousa et al. 2019. Peer-to-peer and community-based markets: A comprehensive review. Renewable and Sustainable Energy Reviews (104). p.373. Repéré à <https://doi.org/10.1016/j.rser.2019.01.036>

²¹ Rolland. Énergie biogaz innovatrice. Repéré à https://rollandinc-production.s3.ca-central-1.amazonaws.com/app/uploads/2022/03/18093612/ROL_Biogaz_FR-1.pdf

4.3 COMPARAISON

Nous n'avons pas en main les données qui nous apparaissent nécessaires pour effectuer une comparaison en bonne et due forme entre le projet et ses alternatives possibles, parmi lesquelles nous semble notamment figurer le statu quo. Néanmoins, nous croyons que la prise en compte des éléments énumérés plus haut permettrait de poser un jugement plus exact sur la pertinence du projet au niveau de la valorisation du biogaz du LET de Sainte-Sophie.

Afin d'illustrer les ramifications possibles que ces considérations pourraient avoir sur une analyse, nous suggérons de prendre le cas où les émissions de biogaz auraient été surestimées par rapport à l'atteinte des cibles de la SVMQ.

Nous prenons cet exemple, car la réponse fournie par WM lors de la première partie des audiences nous renvoyait à l'étude d'impact qui avait été produite dans le contexte de la demande d'agrandissement du LET de Sainte-Sophie de 2020. Dans cette étude, on note effectivement deux scénarios évaluant les impacts du détournement des matières organiques sur la génération de matières résiduelles vouées à l'enfouissement.²² Le scénario 3B est d'ailleurs repris dans la section sur les émissions atmosphériques afin d'évaluer les émissions de GES.²³

Nous notons toutefois deux bémols; d'une part, le scénario 3B estime que « [...] le rendement moyen de récupération et mise en valeur sera dans l'intervalle inférieur des performances actuellement observées au Québec, soit 50 kg/unité d'occupation/an [...] »²⁴. Cette performance pourrait avoir été sous-estimée par rapport à la situation actuelle. D'autre part, les projections d'émissions de biogaz ne semblent pas avoir été faites selon ce même

²² WM. Décembre 2018. *Projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement technique de Sainte-Sophie : Étude d'impact sur l'environnement*. p.3-7 et 3-8. Repéré à <https://voute.bape.gouv.qc.ca/dl/?id=00000113630>

²³ *Ibid.*, p.6-16.

²⁴ *Ibid.*, p.3-8.

scénario 3B. En effet, dans l'explication de la Figure 6.1 qui détaille les projections d'émissions et de captage du biogaz, il est indiqué que « [...] la proportion de matières organiques dans les matières résiduelles a été considérée la même que dans le passé. [...] L'évaluation des émissions de biogaz est donc conservatrice »²⁵. Bref, nous jugeons plausible que l'estimation des quantités de biogaz traitées dans le cadre du projet ait été surestimée. Cela étant dit, nous croyons qu'il serait pertinent que la Commission appuie son analyse sur une modélisation détaillée de WM ayant fait l'objet d'un examen critique.

En assumant, pour les fins de l'exercice, que les quantités de biogaz générées par WM aient été surestimées dans le cadre du projet, cet élément aurait un impact sur la proportion totale du biogaz qui sera valorisée dans le cadre du projet comparativement au statu quo. Effectivement, alors que le pourcentage de biogaz valorisé semble rester constant dans le cadre du projet peu importe la quantité totale de biogaz capté, ce même pourcentage augmenterait pour le statu quo si la quantité totale de biogaz capté était plus faible. En d'autres mots, le projet deviendrait, dans ce scénario, de moins en moins discernable du statu quo en termes d'efficacité de valorisation du biogaz.

Pour résumer, nous jugeons que :

► **Recommandation 4**

L'analyse du projet et de ses alternatives doit se faire en favorisant des circuits énergétiques courts.

²⁵ *Ibid.*, p.6-7.

► Recommandation 5

L'analyse du projet et de ses alternatives doit se faire en s'appuyant sur le pourcentage total des biogaz qui sont réellement valorisés dans le cadre du projet et de ses alternatives.

► Recommandation 6

L'analyse du projet et de ses alternatives doit se faire en tenant compte d'une teneur plus faible en matières organiques dans les matières enfouies depuis la mise en place de la SVMO.

5 PRÉSERVATION DES MILIEUX NATURELS

Le projet occasionnerait le déboisement de 4,2 ha de couvert forestier. Ces zones sont importantes pour l'atteinte des cibles de conservations de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). Compte tenu du fait que nous jugeons que l'évitement des risques associés à la perte de milieux naturels nous semble favorable à leur compensation, nous recommandons que :

► Recommandation 7

Les alternatives au projet permettant d'éviter le déboisement devraient être favorisées.

► Recommandation 8

Si aucune alternative au projet n'est retenue, les recommandations détaillées par la CMM dans DQ2.1²⁶ devraient être mises en place. Plus précisément :

- Énergir devrait compenser la perte de milieux naturels à un ratio 2:1 en superficie.
- La présence de composantes naturelles d'intérêt devrait être prise en compte dans la réalisation du projet.
- Énergir devrait mettre en place des mesures de prévention de l'introduction d'espèces exotiques envahissantes pendant les travaux et des mesures de suivi et de contrôle de ces espèces dans la future emprise pendant l'exploitation.

6 CONCLUSION

Comme nous l'avons indiqué en introduction, l'évaluation de ce projet nous paraît complexe, car elle nécessite de s'appuyer sur des données auxquelles nous n'avons parfois pas accès. Cela étant dit, plusieurs éléments négatifs nous apparaissent certains et méritent d'être considérés dans une analyse globale du projet. C'est notamment le cas de la structure d'incitatifs du projet qui nous semble décourager l'innovation en détournement de la matière organique de l'enfouissement pour le gestionnaire du LET de Sainte-Sophie, des pertes de milieux naturels encourues dans le cadre du projet, et de la nécessité d'alimenter l'usine de production de GNR de WM en gaz naturel par Énergir, ce qui engendrera des émissions de GES.

D'autres éléments paraissent nécessiter une attention marquée tout en présentant un certain degré d'incertitude. Nous faisons référence ici aux calculs des émissions de GES évitées dans le cadre du projet. Bien qu'il nous semble probable que la majorité du GNR produit au Québec et transporté par le réseau de distribution d'Énergir soit consommé hors Québec

²⁶ CMM. Réponses aux questions DQ2 du BAPE. Repéré à <https://voute.bape.gouv.qc.ca/dl/?id=00000585116>

(puisque c'est le cas de 90% de tout le GNR produit au Québec et qu'Énergir représente près de 97% du marché de distribution de gaz naturel au Québec), des données officielles de l'entreprise permettraient de confirmer ou d'infirmer une telle présupposition.

Finalement, la question de l'efficacité de la valorisation des biogaz nous semble être la plus épineuse puisque plusieurs variables doivent être considérées et que moins d'information nous est disponible. Nous ne connaissons pas notamment la proportion du biogaz qui peut être valorisé par l'usine de papier de Rolland en tenant compte du processus de purification qu'elle emploie. De plus, nous ne sommes pas certains qu'une modélisation tenant compte de l'atteinte des objectifs de la SVMO a été retenue pour estimer les futures émissions de biogaz. Des documents supplémentaires permettant d'élucider ces enjeux seraient susceptibles de contribuer à une analyse plus complète du projet.

En dépit des incertitudes qui nuisent à notre capacité d'avancer une recommandation finale définitive, nous constatons que plusieurs éléments négatifs minent pour nous le portrait global du projet. De plus, au meilleur des informations dont nous disposons actuellement, il nous semble que plusieurs des estimations que nous sommes en mesure de produire pour les variables incertaines tendent à militer contre le projet. Pour cette raison, le FCQGED recommande :

► **Recommandation 9**

Le projet ne devrait pas être accepté tel que présenté et l'alimentation de l'usine de papiers de Rolland devrait être maintenue. WM devrait poursuivre ses efforts de valorisation de la matière organique en misant sur des initiatives supplémentaires de détournement de ces matières de l'enfouissement.

Cette recommandation pourrait évoluer si des données supplémentaires permettaient de garantir que le GNR injecté dans le réseau d'Énergir entraînerait des réductions d'émissions de

GES au Québec et s'il y avait démonstration d'un écart important de capacité de valorisation du biogaz par rapport au statu quo en tenant compte de manière optimiste de l'évolution de la teneur en matières organiques des matières résiduelles enfouies au LET de Sainte-Sophie.

SOMMAIRE DES RECOMMANDATIONS

► Recommandation 1

L'analyse du projet devrait tenir compte des émissions de GES associées à la production du GNR et, plus particulièrement de l'alimentation de l'usine de production de GNR en gaz naturel.

► Recommandation 2

Seul le GNR consommé au Québec devrait être considéré dans la contribution du projet aux réductions d'émissions de GES. De plus, l'analyse du projet devrait tenir compte du fait que la vaste majorité du GNR actuellement produit au Québec est consommée hors Québec.

► Recommandation 3

Le projet devrait être conçu de manière à inciter le gestionnaire du LET de Sainte-Sophie à innover dans le détournement des matières organiques de l'enfouissement. Si aucune variante du projet ne permet de générer une telle structure d'incitatifs, une alternative agissant en ce sens devrait être favorisée.

► Recommandation 4

L'analyse du projet et de ses alternatives soit se faire en favorisant des circuits énergétiques courts.

► Recommandation 5

L'analyse du projet et de ses alternatives soit se faire en s'appuyant sur le pourcentage total des biogaz qui sont réellement valorisés dans le cadre du projet et de ses alternatives.

► Recommandation 6

L'analyse du projet et de ses alternatives soit se faire en tenant compte d'une teneur plus faible en matières organiques dans les matières enfouies depuis la mise en place de la SVMO.

► Recommandation 7

Les alternatives au projet permettant d'éviter le déboisement devraient être favorisées.

► **Recommandation 8**

Si aucune alternative au projet n'est retenue, les recommandations détaillées par la CMM dans DQ2.1 devraient être mises en place. Plus précisément :

- Énergir devrait compenser la perte de milieux naturels à un ratio 2:1 en superficie.
- La présence de composantes naturelles d'intérêt devrait être prise en compte dans la réalisation du projet.
- Énergir devrait mettre en place des mesures de prévention de l'introduction d'espèces exotiques envahissantes pendant les travaux et des mesures de suivi et de contrôle de ces espèces dans la future emprise pendant l'exploitation.

► **Recommandation 9**

Le projet ne devrait pas être accepté tel que présenté et l'alimentation de l'usine de papiers de Rolland devrait être maintenue. WM devrait poursuivre ses efforts de valorisation de la matière organique en misant sur des initiatives supplémentaires de détournement de ces matières de l'enfouissement.